

**Union européenne - Lutte contre
l'importation illicite de biens
culturels dans l'UE : le Conseil
arrête sa position - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**
(Bruxelles, 07 novembre 2018)

L'UE prend des mesures pour lutter contre le trafic de biens culturels. Les ambassadeurs auprès de l'UE ont arrêté aujourd'hui la position du Conseil sur un projet de règlement visant à empêcher l'importation et le stockage dans l'UE de biens culturels exportés illicitement depuis un pays tiers.

Non seulement ces nouvelles règles aideront à préserver le patrimoine culturel de l'humanité, en particulier les objets archéologiques provenant de pays touchés par des conflits armés, mais elles contribueront également à empêcher le financement du terrorisme par ce type de trafic.

Le règlement couvre les biens culturels qui:

- sont créés ou découverts en dehors de l'UE;
- sont destinés à être mis en libre pratique ou placés sous un régime particulier autre que le transit;
- ont plus de 250 ans d'âge;
- ont une valeur d'au moins 10 000 EUR.

En fonction de leur vulnérabilité face au pillage et à la destruction, les biens culturels sont, en vertu du projet de règlement, divisés en deux catégories. Les plus vulnérables, tels que les objets archéologiques, les éléments de monuments et les manuscrits anciens, devront être accompagnés d'un certificat spécial délivré par un pays de l'UE. Ce certificat sera délivré si l'importateur apporte la preuve de l'exportation licite des biens en question depuis le pays source. Les autres, considérés comme moins vulnérables, seront importés sur la base d'une simple déclaration de l'importateur selon laquelle les biens en question ont été exportés légalement.

Les informations relatives aux cas dans lesquels des certificats d'importation ont été délivrés et des déclarations ont été faites par les importateurs seront conservées dans une base de données

électronique centralisée, qui sera mise en place par la Commission et rendue accessible à toutes les autorités nationales de l'UE.

La proposition de règlement complète le cadre juridique existant de l'UE relatif au commerce des biens culturels qui, jusqu'à ce jour, se limitait à la législation concernant l'exportation de biens culturels et la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'UE.

Prochaines étapes

Le Conseil entamera à présent des négociations avec le Parlement européen afin de parvenir rapidement à un accord./.